

Le syndicaliste face à l'ambassadeur



Entre Pierre-Yves Maillard et Petros Mavromichalis, les positions peinent à se réconcilier sur les relations Suisse-Europe. Keystone-archives



Oublié à cause de la campagne des fédérales, le dossier européen revient sur la table et échauffe à nouveau les esprits puisque le Conseil fédéral laisse entendre qu'il délivrera un mandat de négociation avec Bruxelles d'ici à la fin de l'année, la date du 15 décembre étant évoquée.

Pour les optimistes, rien de plus normal dès lors que les partenaires bandent leurs muscles avant de monter sur le ring. Pour les pessimistes, «l'hypothèse de l'échec» serait bien présente tant les déclarations sont carrées et le fossé béant.

Le débat mardi soir à Lausanne entre, notamment, Pierre-Yves Maillard, président de l'Union syndicale suisse (USS), et Petros Mavromichalis, ambassadeur de l'Union européenne à Berne, est sans doute révélateur de cette phase du processus. Une première discussion en public pour les deux responsables qui ne se sont pas ménagés.

«A peu près tout coince»

Après la fin unilatérale des négociations sur l'accord-cadre en mai 2021 par la Suisse «qui a été un moment de rupture, la confiance est de retour, la relation est bonne et nous voulons la consolider. Nous avons un contrat de confiance et la volonté de travailler sur cette base», a affirmé l'ambassadeur en mentionnant les 11 entretiens exploratoires et les 25 discussions techniques entre Berne et Bruxelles.

En précisant aussi: «Nous n'avons encore rien conclu, rien négocié. Nous sommes parfaitement conscients que l'on n'aura rien obtenu de concret avant que la population suisse ne donne son accord.» Si le cadre général ainsi posé peut laisser entendre que tout va donc pour le mieux entre des partenaires qui ont retrouvé le sourire, c'est compter sans les syndicats et leurs nombreux désaccords fondamentaux, comme l'a martelé Pierre-Yves Maillard.

«A peu près tout coince», a lancé le socialiste vaudois, qui vient d'être élu au Conseil des Etats. Il a rappelé «l'histoire à succès» depuis que les syndicats ont opéré leur «révolution copernicienne» en décidant de ne plus protéger les frontières, mais les salaires. Le changement a «permis d'avoir une intégration européenne et de réaliser un petit miracle en réussissant à maintenir les salaires suisses». Pour le président de l'Union syndicale suisse, l'accord-cadre a cependant mis fin à ces progrès et signifié «une rupture de confiance de la part de

l'UE et du Conseil fédéral», qui parlent tout à coup de «mesures discriminatoires» alors que les syndicats ne demandent qu'une chose: qu'une personne qui vient de l'UE soit payée comme celle qui est déjà payée en Suisse. «C'est incompréhensible que du côté de l'Union, on ne nous aide pas à atteindre cet objectif et que, au contraire, on invente des procès en discrimination (délais d'annonce, cautions)», s'est exclamé Pierre-Yves Maillard.

Dans toutes les assemblées syndicales, «il y a un sentiment de trahison. Tout ce que nous avons conquis, on aimerait le démanteler par tranches. L'ambassadeur a dit que l'UE souhaiterait qu'il n'y ait pas de mesures d'accompagnement. Du côté de l'Union, elles sont un corps étranger dans un système de libéralisation du marché du travail.»

Accusations fortes

Les accusations sont fortes et les paroles dures, alors que Petros Mavromichalis attendait son tour pour s'exprimer devant un parterre des plus attentifs. L'ambassadeur a réfuté toute volonté de démanteler ces mesures, parlant de les «aménager».

Il a rappelé le fond juridique du problème. «Ces mesures d'accompagnement sont contraires à l'accord que nous avons avec la Suisse. Idéalement, nous voudrions qu'elles n'existent pas du tout, mais nous avons négocié, c'est du donnant-donnant. Tout ce que nous demandons, c'est de les rendre moins discriminatoires» envers les entreprises de l'UE.

«La reprise dynamique du droit communautaire ne peut pas amener une baisse des acquis sociaux», a certifié le diplomate.

En clair, le désaccord paraît encore énorme. D'autant plus que Pierre-Yves Maillard a pointé enfin le problème sans doute «fondamental» à ses yeux, à savoir «la soumission à la Cour de justice européenne pour trancher les litiges», ce que Petros Mavromichalis conteste également.

L'ambassadeur a même surpris l'auditoire en concluant avoir l'impression que, malgré toutes les dissensions affichées, «nos positions ne sont pas si éloignées que ça».

Une lueur d'espoir pas étrangère au leader syndical pour qui «la Suisse est vraiment le partenaire idéal pour l'UE, qui gagne sur tous les tableaux dans les échanges». Il l'a appelée à «sortir de son juridisme

étroit» en avertissant toutefois Bruxelles comme Berne: «Il ne faut pas douter une seule seconde de la détermination des syndicats à défendre les salaires et les conditions de travail.»

RAPHAËL BESSON

«Tout ce que nous avons conquis, on aimerait le démanteler par tranches»

Pierre-Yves Maillard